



Conseil économique et social

Distr. générale
8 mai 2014
Français
Original : anglais

Session de 2014

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau

Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2014**

Résumé

Selon les prévisions du rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2014*, l'économie mondiale devrait se renforcer en 2014-2015, même si, selon les estimations les plus récentes, la croissance mondiale devrait être légèrement inférieure aux prévisions initiales. Le relèvement dans les pays développés se poursuivra, mais les perspectives de croissance des pays en développement et des pays en transition ont été révisées en baisse, surtout en raison de l'aggravation de la situation politique ou économique dans un certain nombre de pays de ces deux derniers groupes.

Les auteurs du présent rapport ont recensé plusieurs risques et incertitudes pour l'économie mondiale, parmi lesquels les conséquences internationales attendues de l'abandon futur de la politique de desserrement du crédit dans les principaux pays développés; la vulnérabilité des pays émergents, tant extérieure qu'intérieure; les fragilités qui subsistent dans la zone euro; le fait que, dans de nombreux pays développés, les finances publiques ne sont pas viables à long terme; les risques liés aux tensions géopolitiques.

Après avoir évalué les problèmes auxquels se heurtent les différents groupes de pays dans les domaines monétaire et budgétaire et examiné l'évolution récente des politiques commerciales et des politiques visant à renforcer la croissance de l'emploi, les auteurs du rapport appellent à renforcer la coordination des politiques au niveau international à l'appui d'une reprise solide de la production et de l'emploi, à coopérer dans le domaine des réformes financières internationales et à apporter un financement du développement suffisant aux pays les moins avancés.

* E/2014/1/Rev.1, annexe II.

** Le présent document met à jour le rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2014* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.14.II.C.2), paru en janvier 2014.



Tendances macroéconomiques mondiales

Perspectives de croissance mondiale

1. La croissance de l'économie mondiale devrait s'accélérer en 2014 et 2015, à des taux s'établissant respectivement à 2,8 % et à 3,2 % selon les dernières mises à jour (voir tableau), et qui sont légèrement inférieurs aux prévisions données dans le rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2014*¹, publié en janvier 2014.

2. La révision en baisse des prévisions de croissance a surtout concerné les pays en développement et les pays en transition, la situation dans un certain nombre d'entre eux s'étant quelque peu détériorée. Avec des taux de croissance estimés selon les projections à 4,7 % et 5,1 %, respectivement, en 2014 et en 2015, les pays en développement dans leur ensemble continueront de contribuer largement à la croissance mondiale. Toutefois, ce sentier de croissance est inférieur de 2 points de pourcentage à celui qu'ont enregistré par les pays en développement pendant plusieurs années, préalablement à la crise financière mondiale. La révision en baisse de la croissance des pays en transition est encore plus prononcée. Comme on a pu le constater dans les deux épisodes récents de turbulences financières à la mi-2013 et au début de 2014, un certain nombre de pays en développement sont exposés non seulement aux répercussions internationales des ajustements apportés aux conditions monétaires par les grands pays développés, mais aussi à des difficultés qui leur sont propres, parmi lesquelles des déséquilibres structurels, des goulets d'étranglement au niveau des infrastructures, des risques financiers accrus, un manque de cohérence dans la gestion macroéconomique et des tensions politiques.

3. Selon les projections, la croissance dans les pays développés devrait s'établir à 2,0 % en 2014 et à 2,4 % en 2015, soit environ un point de pourcentage de plus qu'au cours des deux années précédentes. Pour la première fois depuis 2011, tous les grands pays développés d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie sont engagés sur un même sentier de croissance ascendant, ce qui permettra, peut-on l'espérer, de renforcer la reprise dans un cercle vertueux. Néanmoins, après cinq ans d'enlèvement dans les suites de la crise financière, ces taux de croissance seront insuffisants pour que la production et l'emploi regagnent le terrain perdu dans la plupart de ces pays. Ceux-ci se heurtent encore à un certain nombre de difficultés telles que les fragilités restantes dans la zone euro, les taux élevés de chômage (pour certains d'entre eux) et le fait que les finances publiques ne sont pas viables à long terme.

Croissance de la production mondiale, 2012-2015

(Variation annuelle, en pourcentage)

	2012	2013 ^a	2014 ^b	2015 ^b	Variation par rapport aux prévisions de janvier 2014	
					2014	2015
Monde entier	2,3	2,2	2,8	3,2	-0,2	-0,1
Pays développés	1,3	1,1	2,0	2,4	0,1	0,0
Étas-Unis d'Amérique	2,8	1,9	2,5	3,2	0,0	0,0
Japon	1,4	1,5	1,4	0,9	-0,1	-0,3

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.14.II.C.2.

	2012	2013 ^a	2014 ^b	2015 ^b	Variation par rapport aux prévisions de janvier 2014	
					2014	2015
Union européenne	-0,4	0,1	1,6	1,9	0,2	0,0
Europe des Quinze	-0,5	0,0	1,5	1,8	0,1	0,0
Nouveaux membres de l'Union européenne	0,6	1,1	2,4	2,9	0,3	0,2
Zone euro	-0,7	-0,4	1,2	1,6	0,1	0,0
Autres pays européens	1,8	1,4	2,3	2,3	-0,3	-0,6
Autres pays développés	2,5	2,2	2,1	2,6	-0,5	-0,3
Pays en transition	3,2	2,0	1,6	2,3	-1,7	-1,7
Europe du Sud-Est	-0,9	1,9	2,0	3,1	-0,6	0,0
Communauté d'États indépendants et Géorgie	3,4	2,0	1,6	2,3	-1,8	-1,8
Fédération de Russie	3,4	1,3	1,0	1,5	-1,9	-2,1
Pays en développement	4,7	4,6	4,7	5,1	-0,4	-0,2
Afrique	5,7	3,7	4,2	5,1	-0,5	0,1
Afrique du Nord	7,2	2,1	2,4	4,2	-0,9	-0,1
Afrique de l'Est	5,8	6,0	6,5	6,6	0,1	0,2
Afrique centrale	5,8	3,2	4,5	4,1	-0,3	0,0
Afrique de l'Ouest	6,6	6,5	7,0	7,1	0,1	0,3
Afrique australe	3,5	3,1	3,6	4,4	-0,6	0,0
Asie de l'Est et Asie du Sud	5,4	5,6	5,7	5,8	-0,1	-0,2
Asie de l'Est	5,9	6,0	6,0	6,0	-0,1	-0,1
Chine	7,7	7,7	7,3	7,1	-0,2	-0,2
Asie du Sud	3,4	3,9	4,6	5,1	0,0	0,0
Inde	4,7	4,8	5,0	5,5	-0,3	-0,2
Asie occidentale	3,8	3,8	3,6	4,4	-0,8	0,4
Amérique latine et Caraïbes	3,0	2,7	2,6	3,4	-1,0	-0,7
Amérique du Sud	2,5	3,2	2,1	3,0	-1,3	-1,1
Brésil	0,9	2,3	1,7	2,8	-1,3	-1,4
Mexique et Amérique centrale	4,0	1,6	3,3	4,2	-0,7	0,0
Caraïbes	2,8	2,9	3,6	3,7	0,3	-0,1
Pays les moins avancés	4,8	5,3	5,6	5,9	-0,1	0,2
<i>Pour mémoire :</i>						
Commerce mondial ^c	2,5	2,5	4,1	5,1	-0,6	-0,1
Croissance de la production mondiale pondérée par les parités de pouvoir d'achat	3,1	2,9	3,4	3,8	-0,2	-0,2

Source : Département des affaires économiques et sociales.

^a Estimation partielle.

^b Prévisions reposant en partie sur le projet LINK.

^c Comprend les biens et les services.

Tendances de l'emploi

4. À l'échelle mondiale, on estime que l'emploi a progressé de 1,4 % en 2013², soit à un taux comparable à celui de 2012 mais opiniâtement inférieur à celui de 1,7 % enregistré durant les années qui ont précédé la crise. Par conséquent, le déficit mondial d'emplois (la comparaison entre le nombre d'emplois effectif et le nombre d'emplois qui existerait si la tendance d'avant la crise s'était poursuivie) s'est creusé, pour se chiffrer à 62 millions en 2013. Le taux de chômage mondial est lui aussi resté inchangé, à 6 % en 2013². Le chômage de longue durée a augmenté dans les pays développés, ce qui pourrait entraîner une hausse du chômage structurel. Dans les pays en développement, l'emploi informel reste un problème majeur, ayant atteint en moyenne de 40 % à 50 % en Afrique, en Asie et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. La croissance de l'emploi au niveau mondial devrait se poursuivre à un faible rythme.

Perspectives de l'inflation

5. Le taux moyen d'inflation au niveau mondial devrait augmenter légèrement pour passer de 2,4 % en 2013 à 2,7 % en 2014, soit un taux qui resterait l'un des plus faibles (le troisième par ordre d'importance) depuis l'an 2000. Toutefois, les tendances varient au niveau sous-régional. Le taux moyen d'inflation des pays développés devrait passer de 1,2 % en 2013 à 1,5 % en 2014 sous l'effet d'une plus forte inflation au Japon, mais dans l'Union européenne, il devrait diminuer, pour passer de 1,5 % à 1,1 % en raison d'un écart non négligeable entre la production effective et la production potentielle, de la faiblesse de la reprise et de la vigueur des monnaies régionales, certains pays européens étant exposés à un risque de déflation. Pour ce qui est des pays en transition, il est prévu que le taux moyen d'inflation des pays de la Communauté d'États indépendants augmente, ce qui compensera intégralement une baisse de près de 2 points de pourcentage du taux d'inflation dans les pays de l'Europe du Sud-Est. Dans les pays en développement, le taux moyen restera relativement stable. L'inflation devrait ralentir un peu en Afrique et en Asie occidentale, et de façon plus prononcée en Asie du Sud, surtout en raison de son recul en Inde et en République islamique d'Iran. L'Asie de l'Est, en revanche, enregistrera une légère accélération de l'inflation. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les taux d'inflation sont relativement stables, à l'exception notable de l'Argentine et de la République bolivarienne du Venezuela.

Prix des produits de base

6. Les prix internationaux des produits de base resteront élevés par rapport aux niveaux habituels enregistrés dans le passé, mais ils seront soumis à des pressions à la baisse et enregistreront de fortes variations d'un produit à l'autre. Le prix du pétrole brut « Brent » devrait tomber de 108 dollars le baril en moyenne en 2013 à 105 dollars le baril en moyenne en 2014. Si la reprise de la demande mondiale est plus lente que prévu les prix du pétrole pourraient baisser plus que prévu, et si les perturbations de l'offre se poursuivent en Libye, en Iraq, au Nigéria ou dans d'autres pays exportateurs de pétrole, ils pourraient alors être plus élevés que prévu. Les cours des produits agricoles devraient eux aussi baisser en 2014 malgré l'augmentation de la demande mondiale, les prix relativement élevés des principaux aliments de base enregistrés ces dernières années ayant entraîné une augmentation

² *Tendances mondiales de l'emploi 2014 : Vers une reprise sans création d'emplois?* (Genève, Organisation internationale du Travail, 2014).

des mises en culture. En outre, la très bonne récolte réalisée en 2013 a conduit à une amélioration sensible des stocks mondiaux. Bien que les tensions géopolitiques en Ukraine et alentour et la sécheresse dans certains pays producteurs agricoles, comme les États-Unis d'Amérique et le Brésil, aient soulevé des préoccupations concernant les prix des denrées agricoles, l'abondance des stocks et la très bonne récolte prévue en 2014, en particulier pour les céréales, devraient maintenir les cours en deçà des niveaux de 2013. Le cours des fèves de soja devrait aussi diminuer, la production mondiale devant atteindre des niveaux record en 2014. Après avoir sensiblement baissé en 2013, les cours des minéraux et des métaux devraient se stabiliser en 2014, puis augmenter légèrement en 2015 sous l'effet d'un raffermissement de la demande mondiale et d'une réduction de l'offre sur certains marchés.

Flux commerciaux internationaux

7. La croissance du commerce mondial a stagné du premier trimestre de 2014. Elle devrait toutefois s'accélérer peu à peu au cours de l'année, parallèlement à l'augmentation progressive de la demande d'importations dans les principaux pays développés. La croissance des exportations devrait atteindre 4,1 % en valeur réelle en 2014, soit près de deux fois plus qu'en 2013, sans pour autant retrouver son taux d'avant la crise, qui était d'une manière générale deux fois supérieur à celui de la croissance de la production mondiale. L'accélération devrait se poursuivre en 2015, la croissance des exportations atteignant alors 5,1 %. Les prévisions pour 2014 et 2015 ont été légèrement revues en baisse par suite des révisions en baisse des taux de croissance de la production pour le Japon et un certain nombre de régions en développement. L'instabilité macroéconomique et financière récente dans plusieurs pays en développement, ainsi que les préoccupations concernant le ralentissement de la croissance dans les grands pays émergents ont réduit les perspectives commerciales, en particulier celles des exportateurs de produits primaires. L'expansion du commerce des services reste plus forte que celle du commerce de biens, même si elle demeure plus lente que durant les années qui ont précédé la crise. En 2013, les exportations mondiales de services commerciaux se sont chiffrées à 4 600 milliards de dollars³ et ont affiché un taux de croissance de 5,5 %, mais d'après les estimations préliminaires conjointes de la CNUCED et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), elles ont augmenté de 6 % au cours du dernier trimestre de 2013 par rapport au même trimestre en 2012.

Mouvements de capitaux internationaux

8. La Banque fédérale de réserve des États-Unis réduisant progressivement ses achats mensuels d'actifs, les pays en développement et les pays en transition ont enregistré une réduction importante des entrées de capitaux en 2013 et au début de 2014, et restent exposés aux revirements soudains de l'humeur des marchés financiers. La situation au début de 2014 était cependant différente de celle de la mi-2013 à plusieurs égards. Premièrement, le revirement soudain de l'humeur du marché ne tient pas exclusivement à un changement d'appréciation quant à la politique future de la Banque fédérale de réserve mais à tout un ensemble de facteurs, et notamment à la crainte d'un ralentissement plus important que prévu dans les pays émergents. Deuxièmement, les ventes d'actif récemment enregistrées sur les marchés émergents ont surtout concerné les titres participatifs, ce qui témoigne d'une recherche de sécurité, et les taux d'intérêt à long terme aux États-Unis se sont repliés.

³ Organisation mondiale du commerce, communiqué de presse n° 721, publié le 14 avril 2014.

Troisièmement, cette dernière correction en date du marché a été plus faible et de plus courte durée, les investisseurs faisant davantage la part entre les différentes économies émergentes. Certains pays parmi les plus touchés en 2013, comme l'Inde et l'Indonésie, ont échappé à la crise au début de 2014, à la suite de l'amélioration des principaux indicateurs macroéconomiques. Depuis, les marchés financiers mondiaux se sont calmés et les mouvements de capitaux vers les pays émergents se sont stabilisés. Après être restés à de faibles niveaux au cours des récents trimestres, ils devraient se ressaisir peu à peu, parallèlement à la reprise prévue de la croissance mondiale. Des incertitudes et des risques non négligeables persistent néanmoins, sous l'effet conjugué du durcissement attendu de la politique de la Banque fédérale de réserve et des déficiences propres à certains pays émergents.

Taux de change

9. La Banque fédérale de réserve ayant annoncé et amorcé la fin de sa politique de desserrement du crédit, cela a produit depuis la mi-2013 une forte dépréciation de nombreuses monnaies par rapport au dollar américain, même si certaines de ces dépréciations n'ont fait que rattraper le terrain perdu les années précédentes. En Europe occidentale, la réduction progressive des mesures de relance par des opérations de refinancement à long terme et le fait que la Banque centrale européenne n'a pas pris de nouvelles mesures pour stimuler l'économie malgré la faiblesse de l'activité ont poussé la monnaie à la hausse. Parti de 1,20 dollar à la mi-2012, l'euro s'est sensiblement apprécié par rapport au dollar et se situe actuellement juste au-dessous de 1,40 dollar. En revanche, l'adoption de nouvelles mesures de desserrement du crédit au Japon en 2013 a entraîné une forte dépréciation du yen par rapport à toutes les grandes monnaies. En Chine, le yuan a continué de s'apprécier progressivement par rapport au dollar en 2013, mais au cours des deux premiers mois de 2014, cette tendance s'est arrêtée net, le taux de change baissant et enregistrant la plus forte dépréciation de ces dernières années. Cela s'explique principalement par les efforts déployés par la Banque populaire de Chine pour tenter de corriger la tendance du marché qui mise sur une appréciation du yuan. Les monnaies de nombreux pays émergents se sont fortement dépréciées par rapport au dollar au cours du second semestre de 2013, mais certaines ont réussi à se stabiliser au début de 2014.

Déséquilibres mondiaux

10. Les déséquilibres mondiaux, c'est-à-dire les déséquilibres entre les comptes extérieurs courants des grandes puissances économiques, ont continué de se résorber au cours des dernières années, pour atteindre leur niveau le plus bas depuis 10 ans en proportion du produit mondial brut, et devraient rester très faibles en 2014 et 2015. C'est aux États-Unis que le déficit extérieur courant reste le plus important, mais il devrait s'établir à environ 2,2 % du PIB en 2014, soit afficher une baisse sensible par rapport au taux maximum de 6 % enregistré en 2006. L'excédent global de la balance extérieure de la Chine, du Japon et d'un groupe de pays exportateurs de pétrole a diminué en conséquence. La Chine, par exemple, devrait enregistrer un excédent d'un peu plus de 2 % du PIB en 2014, ce qui est nettement inférieur à l'excédent record de 10 % atteint en 2007. Au Japon, l'excédent devrait tomber en dessous de 1 %. En revanche, l'excédent de la zone euro dans son ensemble a augmenté pour passer à environ 2,9 % du PIB, l'Allemagne affichant quant à elle un excédent de 7 %. Différents pays exportateurs de pétrole continuent d'enregistrer d'importants excédents en proportion du PIB, dont les taux atteignent environ 16 %

en Arabie saoudite et encore davantage dans certains autres pays. Si, dans les grandes économies, l'ajustement des déséquilibres tient à des améliorations structurelles, il est aussi en partie conjoncturel, étant imputable à une baisse de la demande extérieure des pays déficitaires et non à un renforcement de la demande extérieure des pays excédentaires.

Perspectives économiques par région

Pays développés

11. Aux États-Unis, la croissance dynamique créée au cours du second semestre de 2013 a faibli, surtout pendant le premier trimestre de 2014, du fait, principalement, de conditions météorologiques défavorables; mais la croissance devrait s'accélérer. Le PIB devrait croître de 2,5 % et de 3,2 % en 2014 et 2015, respectivement. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises devraient augmenter plus rapidement que ces deux dernières années et le marché du travail ainsi que le secteur du logement devraient continuer à s'améliorer. La politique monétaire devrait demeurer très accommodante en 2014, et ce, jusqu'en 2015, tandis que la politique budgétaire sera moins restrictive qu'en 2013. La conjoncture extérieure devrait s'améliorer, mais que très légèrement, la demande étrangère des principaux partenaires commerciaux des États-Unis devant demeurer relativement faible.

12. Après une croissance de 2 % en 2013, l'économie canadienne devrait ralentir un peu en 2014, avec une croissance de 1,9 %, pour remonter à 2,8 % en 2015. L'emploi est au point mort et la consommation des ménages est réduite. Une réduction des stocks devrait également avoir un effet négatif sur la croissance du PIB. Le ralentissement cyclique dans le secteur de la construction de logements devrait se poursuivre en 2014 et l'augmentation des dépenses publiques sera également limitée. En ce qui concerne les résultats positifs, le renforcement de l'économie américaine donnera un coup de pouce aux exportations canadiennes.

13. L'économie japonaise a augmenté de 1,5 % en 2013 et devrait augmenter de 1,4 % et 0,9 % en 2014 et 2015, respectivement. Le plan de relance budgétaire mis en place en 2013 a été favorable à la croissance, mais ses effets devraient s'estomper. En avril 2014, le Gouvernement a augmenté la taxe sur les ventes, ce qui lui a permis d'accroître les dépenses publiques grâce à un budget additionnel, mais ces mesures n'ont pas été suffisantes pour entièrement compenser les effets négatifs de la hausse des impôts. Les mesures de politique monétaire non conventionnelles mises en œuvre en avril 2013 ont fait chuter les rendements des titres à long terme et grimper encore plus les anticipations inflationnistes, comme prévu. Elles ont également entraîné une forte dépréciation du yen japonais par rapport aux autres grandes monnaies, relançant l'inflation affichée. Toutefois, la croissance des salaires a été limitée et pourrait ne pas aider à contenir l'inflation proche de l'objectif de 2 %. La dépréciation du yen a jusqu'à présent eu des effets limités sur la stimulation des exportations. Bien que la reprise du marché du travail ait été lente, le taux de chômage continue de baisser lentement du fait du vieillissement de la population.

14. L'Europe occidentale est sortie de la récession au cours du deuxième trimestre de 2013. Dans les 15 États qui constituaient l'Union européenne à la fin de 2003, le PIB devrait enregistrer une croissance de 1,5 % en 2014 et de 1,8 % en 2015. Depuis l'annonce en septembre 2012 de la politique d'opérations fermes de la

Banque centrale européenne, les tensions financières se sont considérablement apaisées dans la région et la confiance est revenue. Les programmes d'austérité budgétaire se sont assouplis et le redressement des bilans, toujours en cours, est également un frein moins grand à l'activité. La reprise demeure faible, avec un PIB encore inférieur à son niveau d'avant la crise. La forte atonie de l'économie de la région, conjuguée à la lenteur du profil de croissance, la force des devises et la faiblesse des cours des matières premières, a entraîné des taux d'inflation extrêmement bas au point de susciter des inquiétudes sur une éventuelle déflation. La faiblesse de la reprise est également un facteur important sous-tendant la piètre situation de l'emploi. Dans ces 15 pays, le taux de chômage, qui était de 11,1 % en 2013, ne devrait se stabiliser qu'en 2014, avant de descendre à 10,6 % en 2015. Ces chiffres cachent des disparités considérables à travers toute la région : en Allemagne, le taux de chômage ne devrait être que de 5,5 %, tandis qu'en Espagne, il est prévu à 25,9 %.

15. La reprise dans les nouveaux États membres de l'Union européenne se confirme dans un contexte de relance de l'activité des 15 États membres en 2003, de reprise modeste de la demande intérieure, de resserrement budgétaire allégé et de retournement du cycle de constitution des stocks. Tous les pays de la région devraient enregistrer une croissance positive en 2014, à l'exception de la Croatie. Le PIB global des nouveaux membres de l'Union européenne devrait enregistrer une croissance de 2,4 % en 2014 et de 2,9 % en 2015. Les ménages demeurent sous le poids de la dette en devises étrangères et la poursuite du processus de désendettement, mais le faible taux d'inflation et l'augmentation des salaires réels devraient relancer leur consommation. Bien que les économies continuent d'opérer en deçà de leurs capacités et que le niveau de l'investissement étranger direct reste décevant, l'investissement devrait également reprendre progressivement, bénéficiant d'un renforcement de la confiance des entreprises et de l'absorption des fonds européens. L'inflation dans la plupart des nouveaux États membres de l'Union européenne reste à des niveaux historiquement faibles au début de 2014 et devrait rester sous la barre des 10 %. La situation du marché de l'emploi s'est légèrement améliorée au début de 2014, mais elle varie d'un pays à l'autre.

Économies en transition

16. Les membres de la Communauté d'États indépendants continuent de faire face à une conjoncture internationale difficile; en outre, nombre d'entre eux sont confrontés à des risques et à des difficultés internes. Plusieurs grands pays de la Communauté d'États indépendants ont stagné au début de 2014. La croissance de la Fédération de Russie, qui a une forte influence sur la région, était déjà décevante en 2013; le conflit autour de la Crimée et l'éventualité de sanctions économiques ciblant de vastes secteurs de l'économie russe ont entraîné un exode massif de capitaux et une perte encore plus grande de la confiance des entreprises et des consommateurs. La dépréciation de la monnaie au début de 2014 s'est ajoutée à l'inflation pour freiner la consommation privée, et la hausse des taux d'intérêt directs qui en a résulté freinera d'autant plus l'investissement privé. En 2014, la croissance de la Fédération de Russie devrait être très faible, en dépit des dépenses budgétaires prévues au titre de plusieurs projets d'infrastructure. En Ukraine, l'économie devrait se contracter en raison de la crise politique, la faiblesse de la consommation des ménages, les perturbations dans les échanges commerciaux et la forte compression des dépenses publiques. Le Bélarus, fortement dépendant des échanges commerciaux avec la Fédération de Russie et l'Ukraine, devrait également

connaître un faible taux de croissance. En revanche, l'expansion économique, tirée par les exportations de produits de base, devrait se poursuivre dans les économies d'Asie centrale. Au Kazakhstan, la croissance économique devrait se poursuivre grâce aux fortes dépenses budgétaires engagées pour compenser les effets de la dévaluation de la monnaie sur la consommation des ménages et à une meilleure compétitivité. En 2014, l'inflation moyenne devrait s'accélérer dans la région de la Communauté d'États indépendants. La faiblesse des devises au Kazakhstan, dans la Fédération de Russie et en Ukraine contribuera à l'inflation importée, tandis que l'inflation dans les pays d'Asie centrale exportateurs d'énergie demeurera élevée en raison de l'apport de devises étrangères et de la poursuite de l'investissement public. Pour les pays de la Communauté à faible revenu comme l'Arménie, le Kirghizistan, la République de Moldova, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, la dépréciation de la monnaie russe ainsi que la dévaluation au Kazakhstan pourraient avoir une incidence négative sur la valeur des envois de fonds par les travailleurs migrants, limitant la consommation privée, voire la croissance. Le projet de création de l'Union économique eurasiennne en 2015 devrait contribuer à resserrer les liens économiques intrarégionaux. La croissance du PIB global de la Communauté et de la Géorgie devrait se ralentir, ramenée de 2,0 % en 2013 à 1,6 % en 2014, n'augmentant que légèrement en 2015 pour passer à 2,3 %.

17. Le PIB global de l'Europe du Sud-Est a augmenté de 1,9 % en 2013. Bien qu'il y ait encore de nombreux risques, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 2 % en 2014 et 3,1 % en 2015; l'investissement étranger direct devrait également reprendre et la demande intérieure se renforcer. Il serait bon que la croissance atteigne les 3 %, mais même à ce niveau, elle serait inférieure aux niveaux de croissance d'avant la crise et ne suffirait pas à répondre aux besoins structurels de la région en matière de réindustrialisation, améliorer le taux de participation à la vie active et réduire les taux élevés du chômage, en particulier chez les jeunes. La région demeure tributaire du financement extérieur pour couvrir les importants déficits du compte courant et doit rembourser la dette privée et les prêts faits auprès d'institutions multilatérales. Obtenir un financement extérieur pourrait être difficile, l'intérêt des investisseurs à l'égard des marchés émergents s'étant émoussé.

Économies en développement

18. L'Afrique continuera d'enregistrer une solide croissance de 4,2 % cette année, bien que les problèmes politiques dans plusieurs pays aient conduit à une révision à la baisse des prévisions antérieures. En Libye, par exemple, les perturbations de la production et des exportations de pétrole seront un frein important à la croissance, entraînant un taux de croissance nettement plus faible que prévu pour l'Afrique du Nord. La croissance, qui sera beaucoup plus forte en Afrique centrale, en grande partie à cause des effets de base négatifs de 2013, masque une situation politique toujours précaire en République centrafricaine. En 2015, la croissance globale devrait atteindre 5,1 %, portée par la reprise en Afrique du Nord, compte tenu de la relance des exportations de pétrole en Libye et d'une croissance plus forte en Afrique du Sud, sous-tendue par une solide demande d'exportations et une consommation et des investissements accrus. L'inflation globale continuera de baisser, passant de 6,9 % en 2014 à 6,5 % en 2015, en raison de la stabilisation ou de la baisse des cours des produits de base. Toutefois, dans plusieurs pays exportateurs de produits de base, ces tendances des cours ont également contribué à la dépréciation de la monnaie, annulant certains des effets de la baisse de l'inflation. Sur le plan budgétaire, ces tendances contrarieront les recettes fiscales des pays

exportateurs de produits de base, tandis que les fluctuations du soutien budgétaire extérieur entraveront la croissance de certains pays. La politique monétaire a été resserrée dans plusieurs pays africains, tendance qui se poursuivra en 2015 en raison d'un fort taux d'inflation dans des pays comme le Nigéria ou de la dépréciation des monnaies dans d'autres. La croissance moins élevée que prévu aggravera certains problèmes du marché du travail, déjà très aigus, tels que les taux élevés de chômage, le sous-emploi généralisé, les faibles revenus et les disparités entre les sexes en matière de revenus et de possibilités d'emploi. La croissance des exportations devrait augmenter après un ralentissement en 2012 et 2013, tandis que la croissance des importations demeurera forte, tirée par de grands projets d'infrastructure.

19. L'Asie de l'Est devrait connaître une forte croissance compte tenu de l'augmentation des exportations vers les pays développés et de la stabilité de la demande intérieure dans la plupart des pays. L'activité économique dans la région devrait augmenter de 6 % en 2014 et en 2015, comme en 2013, avec une légère révision à la baisse par rapport aux prévisions antérieures. La croissance de la Chine devrait ralentir davantage au cours des prochaines années, le PIB devant augmenter de 7,3 % en 2014 et 7,1 % en 2015, contre 7,7 % en 2013. Cette croissance plus faible est en accord avec l'objectif du Gouvernement de centrer les efforts sur l'amélioration de la qualité du développement et la restructuration économique. La Thaïlande est le seul pays de la région pour lequel les perspectives à court terme se sont fortement détériorées depuis la publication de l'édition 2014 de *Situation et perspectives de l'économie mondiale*. Les troubles politiques continuant de peser de plus en plus lourdement sur la demande intérieure, la croissance du PIB de la Thaïlande devrait tomber à environ 2 % en 2014. Le ralentissement en Chine et en Thaïlande sera probablement compensé par une reprise de la croissance dans les pays les plus exportateurs de la région, qui profitent énormément du renforcement de la demande aux États-Unis et dans l'Union européenne. Dans la plupart des pays d'Asie de l'Est, la consommation des ménages et l'investissement en capital fixe devraient augmenter à un rythme régulier en 2014 et en 2015, aidés en cela par une inflation généralement modérée, un marché du travail stable et des mesures de politique monétaire accommodantes. Les autorités devraient maintenir leurs politiques budgétaires prudentes. Compte tenu de l'amélioration de la conjoncture mondiale, de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et d'une légère montée de l'inflation interne, les banques centrales pourraient commencer à resserrer leur politique monétaire vers la fin de la période considérée.

20. La croissance économique moyenne en Asie du Sud devrait reprendre progressivement pendant la période considérée, après être restée faible une vingtaine d'années jusqu'en 2013. On estime que le PIB augmentera de 4,6 % en 2014 et de 5,1 % en 2015, contre 3,9 % en 2013. Cette légère reprise devrait s'accompagner d'un renforcement de la consommation et de l'investissement, compte tenu de l'amélioration de la stabilité macroéconomique. Ces derniers trimestres, plusieurs des pays de la région, notamment l'Inde, connaissent une baisse de l'inflation, une balance extérieure plus solide et des monnaies plus fortes, conditions qui devraient renforcer la confiance des entreprises et des consommateurs. La demande extérieure devrait également s'améliorer en 2014 et en 2015, l'activité économique s'accéléralant dans les pays développés. L'ampleur de la reprise en Asie du Sud sera, cependant, limitée par des obstacles structurels, comme les problèmes d'énergie et de transport, les troubles politiques et la violence, et l'absence de réformes économiques. L'économie indienne devrait augmenter de 5 % en 2014 et de 5,5 % en 2015, en légère augmentation par rapport à 2013 (4,8 %). La

République islamique d'Iran devrait retrouver une croissance légèrement positive en 2014, la levée partielle des sanctions aidant les exportations de produits non pétroliers. La croissance économique devrait s'accélérer légèrement au Bangladesh et au Pakistan, sous-tendue par une augmentation des envois de fonds et une lente amélioration du climat d'investissement. Sri Lanka reste la région du monde dont l'économie croît le plus rapidement, les prévisions de croissance annuelle devant rester supérieures à 7 % pendant la période considérée. Ces derniers trimestres, une diminution de l'inflation a permis de réduire la pression qui s'exerce sur les banques centrales pour durcir davantage les conditions monétaires. Dans le même temps, l'équilibre budgétaire s'est légèrement amélioré, mais d'importants déficits subsistent et il faudra un changement profond de politique en matière de dépenses et de recettes pour parvenir à une politique d'assainissement fiscal plus durable.

21. En Asie occidentale, l'instabilité interne et la baisse des exportations de pétrole continuent d'influer sur la situation économique. L'activité économique est encore relativement faible par rapport aux tendances d'avant la crise : les taux de croissance prévus pour 2014 sont de 3,6 %, après un gain de 3,8 % en 2013, et devraient grimper à 4,4 % en 2015. Les États membres du Conseil de coopération du Golfe suivent une courbe de croissance stable, malgré la faiblesse des cours du pétrole et des exportations. Pendant la période considérée, l'activité économique continuera de s'appuyer sur des politiques budgétaires expansionnistes. En Iraq, en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et au Yémen, l'économie a été entravée par une instabilité politique persistante, des troubles sociaux, des problèmes de sécurité et des tensions géopolitiques. La guerre en République arabe syrienne prélève un tribut particulièrement lourd en vies humaines et a entraîné la destruction généralisée de l'infrastructure de base. Un très grand nombre de réfugiés ont fui vers les pays voisins, exerçant une pression sur les politiques publiques et budgétaires. En Turquie, l'augmentation des sorties de capitaux et la dépréciation du taux de change ont fait flamber les taux d'intérêt directeurs au début de 2014. Ainsi, après être passée à 4 % en 2013, la croissance du PIB devrait tomber à 2,2 % en 2014, avant de rebondir en 2015, aidée par la reprise des exportations. L'économie israélienne devrait demeurer relativement stable, connaissant une légère amélioration pendant la période considérée grâce à la croissance qui devrait reprendre dans l'ensemble, aidée par une forte demande extérieure et des dépenses de consommation. L'inflation dans la région continuera d'être relativement stable, à une exception près, la République arabe syrienne, où l'inflation devrait rester extrêmement élevée. Des tensions géopolitiques peuvent compromettre davantage les perspectives économiques de la région.

22. La croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait se poursuivre plus lentement en 2014, certaines des économies majeures connaissant des difficultés de plus en plus grandes. La région devrait enregistrer une croissance modérée de 2,6 % en 2014, mais avec d'importantes disparités entre les sous-régions. La croissance économique au Mexique et en Amérique centrale connaît une envolée, bénéficiant de la reprise de l'activité aux États-Unis; le Mexique devrait enregistrer une croissance de 3,2 % en 2014, contre 1,1 % en 2013. En revanche, la croissance en Amérique du Sud décroît nettement, chutant de 3,2 % en 2013 à 2,1 % en 2014. L'Argentine connaît un net ralentissement de sa croissance, dans un contexte de baisse de la confiance des milieux d'affaires et de pressions inflationnistes persistantes, tandis que la République bolivarienne du Venezuela entrera probablement en récession. L'économie brésilienne continue de se développer à un taux très modérée, 1,7 % en 2014, les perspectives en matière de demande

d'investissement étant faibles et une pression s'exerçant de plus en plus pour que les finances publiques soient assainies. D'autres pays d'Amérique du Sud tels que l'État plurinational de Bolivie, la Colombie et le Pérou continuent de connaître un renforcement de leur croissance. Par ailleurs, dans les Caraïbes, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,6 % en 2014. Malgré la persistance d'une croissance timide, le taux de chômage devrait rester relativement faible. Les perspectives inflationnistes sont également assez limitées et stables, à l'exception notable de l'Argentine et de la République bolivarienne du Venezuela. Pour s'adapter au cycle économique interne et à la réduction des opérations d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale des États-Unis, la politique monétaire demeure contrastée. Certains pays, comme le Chili, le Mexique et le Pérou, dont l'inflation est faible, ont choisi de réduire les taux d'intérêt, tandis que le Brésil et d'autres pays ont durci leur politique monétaire. En revanche, les politiques budgétaires s'assouplissent. Mais, plus important encore, des réformes sont nécessaires dans la région pour stimuler l'investissement et une plus grande productivité.

23. Les pays les moins avancés connaîtront une croissance solide et rapide en 2014 et en 2015, tirant profit d'une demande extérieure favorable. En 2014, la croissance de ces pays devrait augmenter de 5,6 %, en augmentation par rapport aux taux de 4,8 % et de 5,3 % enregistrés en 2012 et en 2013, respectivement. Plus de la moitié des pays les moins avancés devraient voir leur croissance augmenter d'au moins 5 % en 2014, et plusieurs d'entre eux ont enregistré de solides taux de croissance affichée depuis 2012 (en moyenne 7 % ou plus), notamment la Sierra Leone, la République démocratique du Congo, le Libéria, l'Éthiopie, le Mozambique et la Zambie. L'inflation globale est en baisse depuis 2012 et devrait atteindre 7,5 % en 2015, le taux le plus bas jamais enregistré, appuyée par la baisse générale des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Toutefois, les perspectives inflationnistes sont différentes d'un pays à l'autre. L'Érythrée, le Malawi et le Soudan auront des taux d'inflation à deux chiffres en 2014 et en 2015 en raison d'une combinaison de facteurs (pénuries alimentaires, grosses dépenses budgétaires, dépréciation des monnaies et incertitude politique). Malgré de meilleures conditions économiques, les perspectives de développement dans les pays les moins avancés restent fortement entravées par de nombreux facteurs structurels, comme les conflits politiques récurrents, la grande vulnérabilité aux conditions météorologiques défavorables et aux fluctuations des cours des matières premières, le manque de diversification de la production et la fragilité des institutions. Ainsi, en République centrafricaine, la situation politique continuera d'entraver le développement économique. En Guinée équatoriale, largement tributaire de son secteur pétrolier, la baisse de la production de pétrole entraînera une contraction de l'économie en 2014 et en 2015, ce qui compromettra davantage les perspectives d'une véritable réduction du niveau élevé de pauvreté, qui persiste en dépit du haut niveau de revenu par habitant. Au Yémen, malgré une croissance plus forte du PIB en 2013 grâce, principalement, à l'aide extérieure, la production de pétrole et de produits agricoles a été limitée par les carences de l'infrastructure et la violence interne. S'attaquer à ces questions structurelles constitue un défi majeur pour les pays les moins avancés. Cette situation est d'autant plus aggravée par la récente tendance à la baisse de l'aide publique au développement, qui joue un rôle majeur dans les budgets de nombreux pays les moins avancés. Dans ce contexte, les pays les moins avancés doivent également mettre en place et renforcer leurs capacités institutionnelles, condition préalable à la mise en œuvre efficace de politiques sous-tendues par l'aide internationale et la fourniture de biens et de services publics.

Facteurs de risque et d'incertitude

Assouplissement monétaire dans les grands pays développés

24. Un important facteur de risque pour la croissance mondiale et la stabilité financière reste les ajustements des politiques monétaires des grands pays développés, en particulier l'assouplissement quantitatif. Depuis qu'il a été annoncé après le début de la crise financière mondiale, l'assouplissement quantitatif a d'ores et déjà causé de nombreux remous dans l'économie mondiale⁴. Par exemple, au cours des années précédentes, la baisse des taux d'intérêt dans les pays développés entraînait des flux de capitaux vers les marchés à rendement plus élevé, en particulier dans les pays émergents, et s'accompagnait de pressions à la hausse sur les taux de change et de pressions sur la compétitivité des exportations. Plus récemment, la perspective d'une sortie de la politique d'assouplissement quantitatif aux États-Unis et l'augmentation des taux d'intérêt ont entraîné la fuite des capitaux et une forte dépréciation des monnaies dans les pays en développement, comme on a pu le constater à la mi-2013 et au début de 2014.

25. D'après les prévisions, étant donné que les États-Unis doivent sortir progressivement de la politique d'assouplissement quantitative à la fin de 2014 et que les taux d'intérêt directs doivent augmenter à la mi-2015, il pourrait y avoir une hausse excessive des taux d'intérêt à long terme dans le monde entier, des ventes massives d'actions sur les marchés mondiaux, des sorties de capitaux en provenance des pays émergents, une augmentation du coût du financement extérieur pour les pays en développement et une nouvelle dépréciation des monnaies des pays émergents. De ce fait, les pays en développement et les pays en transition pourraient faire face à des ajustements plus douloureux et la modeste croissance mondiale pourrait dérailler.

Vulnérabilité des économies émergentes

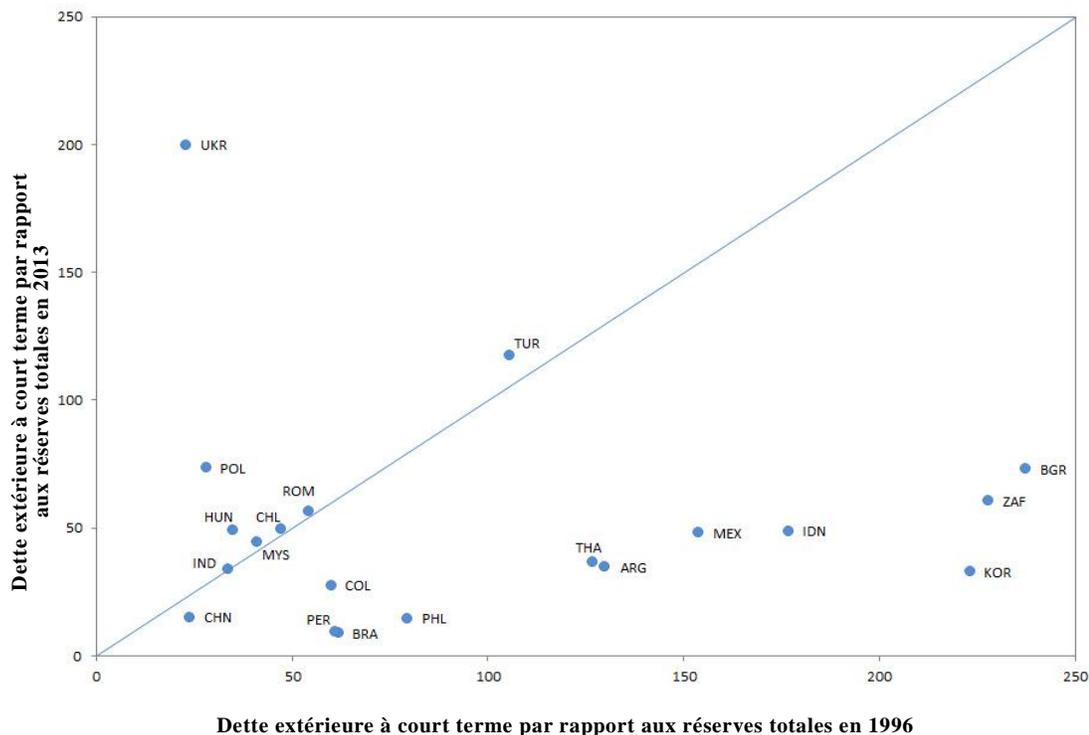
26. Les récents épisodes de turbulences des marchés financiers dans les pays émergents ont fait craindre que ces économies soient excessivement frappées par un futur durcissement de la politique monétaire des grands pays développés. Les soudaines sorties massives de capitaux des marchés émergents enregistrées à la mi-2013 et de nouveau en janvier 2014, qui ont fait chuter le prix des actifs et les monnaies, ont remis en mémoire les crises des marchés émergents dans les années 90, en particulier la crise économique du Mexique en 1994 et la crise financière asiatique de 1997/98. Cependant, comme le montre l'édition 2014 de *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, les économies émergentes, dans leur ensemble, semblent être actuellement plus à même de surmonter des conditions de liquidités plus strictes et des sorties de capitaux. L'une des principales faiblesses dans les années 90 était due à l'effet conjugué d'une surévaluation de taux de change fixes et de vastes emprunts en devises. En revanche, la plupart des économies émergentes appliquent aujourd'hui un régime de change plus souple (bien que toujours contrôlé) et l'emprunt en devises est généralement plus limité. Des mesures de taux de change plus souples ont accompagné le processus de rééquilibrage nécessaire. L'Inde est un bon exemple à cet égard : la chute de la roupie à l'automne 2013 a joué un rôle important dans la réduction du déficit de la

⁴ Voir *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2014* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.14.II.C.2), encadré I.3.

balance courante. Il est important de noter que le ratio de la dette extérieure à court terme par rapport aux réserves internationales est également beaucoup plus faible aujourd'hui qu'au milieu des années 90, en particulier dans les pays d'Asie de l'Est et d'Amérique latine (voir fig. 1). En outre, la gestion macroéconomique s'est améliorée au cours des 20 dernières années : la supervision et la réglementation du secteur financier ont été renforcées, la surveillance macroprudentielle s'est améliorée et les politiques monétaires et budgétaires sont de plus en plus prudentes. De ce fait, une grave crise généralisée des pays émergents, déclenchée par un tarissement soudain des apports de capitaux, semble peu probable à l'heure actuelle. On le voit également dans les écarts de rendement relativement bas des obligations qui sont actuellement observés dans la plupart des pays émergents (voir fig. 2).

Figure 1
**Dette extérieure à court terme par rapport aux réserves totales,
en 1996 et en 2013**

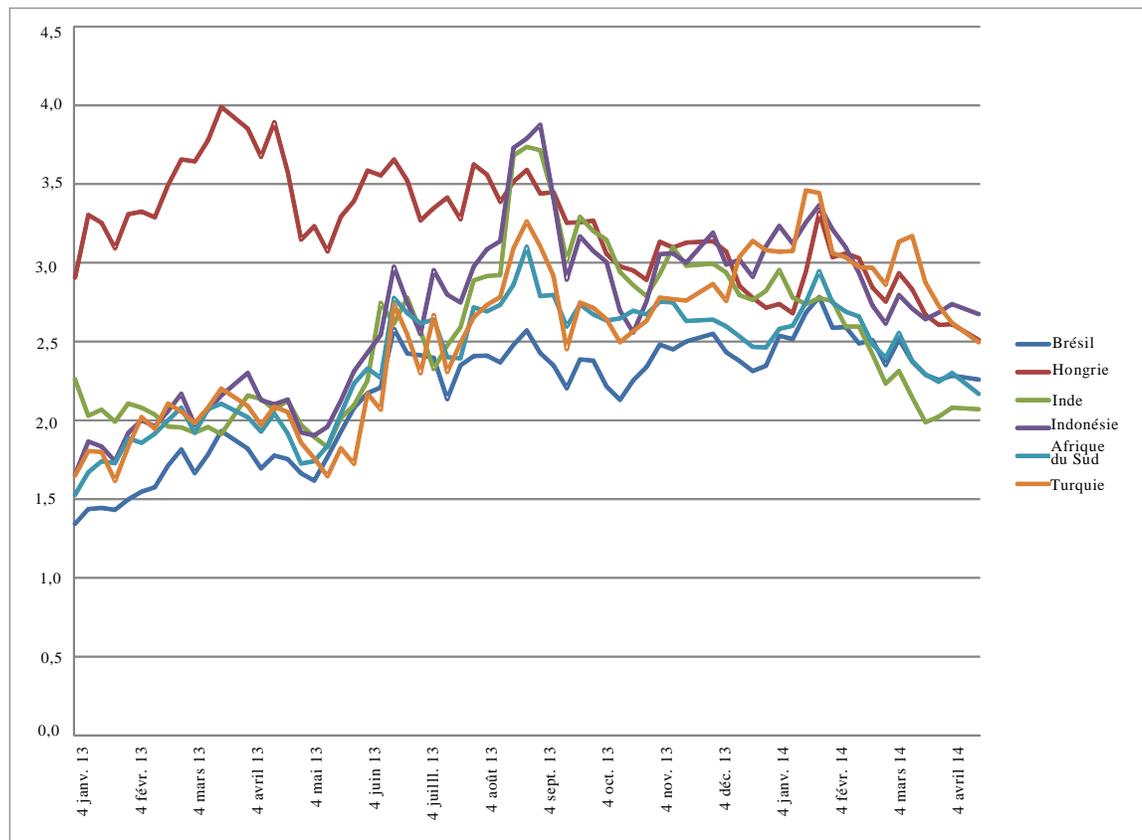
(En pourcentage)



Sources : Les données relatives à la dette extérieure à court terme sont tirées de la base de données des indicateurs du développement dans le monde et de la base de données trimestrielle sur la dette extérieure, mises au point par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international; les données sur la dette pour le Chili et la République de Corée proviennent des banques centrales nationales. Les réserves en devises (or non compris) sont tirées des statistiques financières internationales du FMI.

Note : Le premier chiffre de l'Afrique du Sud concerne 1997; le dernier chiffre de l'Argentine concerne 2012.

Figure 2
**Rendement des obligations de certaines économies par rapport
à l'indice EMBI mondial^a (par semaine, points de pourcentage)**
Janvier 2013-avril 2014



^a L'indice des marchés obligataires émergents (EMBI mondial) de JP Morgan mesure le rendement total des titres de créance libellés en dollars des États-Unis. L'écart de rendement des obligations souveraines est calculé sur toute la durée de la courbe des obligations à coupons détachés du Trésor américain à l'aide de taux à coupon zéro. L'écart est cité en points de base. Plus les valeurs sont élevées, plus les risques de défaut de paiement sont grands aussi.

27. Cependant, il existe des lacunes et des vulnérabilités potentielles dans chaque pays. Sur le plan extérieur, le ratio de la dette extérieure par rapport au PIB total a augmenté dans la plupart des pays émergents depuis la crise financière mondiale, mais reste faible à modéré, sauf dans certains pays d'Europe orientale (la Hongrie, par exemple). Toutefois, les déficits du compte courant (liés au PIB) sont encore considérables dans plusieurs pays tels que la Turquie, l'Ukraine et l'Afrique du Sud. Ces pays semblent les plus vulnérables à d'autres inversions des flux de capitaux, en particulier lorsque les niveaux de la dette extérieure à court terme sont également élevés. Durcir davantage la politique monétaire et augmenter fortement les coûts de financement dans certains pays émergents, pour faire face à des pressions financières, risque de freiner d'autant plus la croissance. L'effet conjugué du ralentissement de la croissance et de la hausse des taux d'intérêt peut considérablement accroître les risques encourus par les banques et les autres institutions financières dans de nombreux pays émergents, les crédits accordés au

secteur privé ayant rapidement atteint des niveaux élevés ces dernières années. Par ailleurs, l'instabilité politique et une confiance limitée à l'égard de la politique économique sont des risques supplémentaires pour plusieurs pays émergents.

Autres fragilités de la zone euro

28. Dans la zone euro, les risques systémiques ont diminué de façon spectaculaire depuis que la Banque centrale européenne a présenté sa politique d'opérations fermes en août 2012. Bien qu'elle n'ait jamais été appliquée, son existence même a permis d'interrompre le cercle vicieux entre faiblesse des banques et mauvaises politiques budgétaires. Les écarts de rendement des obligations souveraines se sont réduits considérablement depuis l'annonce de cette politique et le sentiment de crise s'est dissipé malgré quelques incidents d'ordre économique et politique, qui, par le passé, auraient relancé la crise.

29. Il subsiste néanmoins de grandes vulnérabilités. Le secteur bancaire reste en proie à des difficultés. Les conditions de prêt demeurent hétérogènes à travers la région, les crédits consentis au secteur privé continuant de baisser en général. En outre, la Banque centrale européenne et l'Autorité bancaire européenne procèdent actuellement à un grand examen de la qualité des actifs et à des tests de résistance concernant un large échantillon de banques de la région. La conclusion logique serait que les banques ont besoin d'une grande recapitalisation, la question étant de savoir qui paiera la facture. Si elle doit revenir en grande partie aux gouvernements, le cercle vicieux pourrait recommencer.

30. Le taux de chômage étant extrêmement élevé dans certains pays, l'inflation reste dangereusement basse. Dans la zone euro, elle est inférieure à 1 % depuis le mois d'octobre 2013, ce qui, ajoutée à la faiblesse continue de la croissance de la production, fait craindre une déflation à la japonaise. Outre le fait qu'il est exceptionnellement compliqué d'en sortir, une déflation augmenterait aussi le fardeau de la dette publique et relancerait peut-être la crise de la dette, les objectifs budgétaires devenant de plus en plus difficiles à atteindre.

Autres risques et incertitudes

31. Les économies mondiales font face à d'autres risques et incertitudes. Les finances publiques dans de nombreux pays développés ne sont toujours pas viables à long terme. Par exemple, au Japon, dont la dette représente 220 % du PIB, la moitié des recettes issues de nouvelles obligations est détournée ces dernières années aux fins du service de la dette. L'augmentation du taux de la taxe sur les ventes en 2014 ne suffit pas à équilibrer le budget de base. L'un des risques éventuels serait que les marchés financiers exigent un rendement supérieur. Ce risque se pose avec encore plus d'acuité si le compte courant connaît un déficit prolongé.

32. En outre, les tensions géopolitiques dans de nombreuses régions du monde, les climats extrêmes et les catastrophes naturelles sont autant de risques pour l'économie mondiale.

Problèmes de politique générale

Choix d'une politique budgétaire

33. La taille du déficit moyen dans les pays développés s'est réduite pour passer de 6,2 % en 2012 à 4,9 % du PIB en 2013, mais la dette publique a continué

d'augmenter. On s'attend à ce que la rigueur budgétaire se poursuive dans la plupart des pays développés en 2014, mais à un rythme plus lent. Aux États-Unis, à la suite des mesures d'austérité budgétaire des dernières années, le freinage budgétaire devrait avoir moins d'effets restrictifs sur la croissance en 2014. Au sein de l'Union européenne, le rythme d'assainissement des finances publiques a varié selon les pays, bien que les plus endettés d'entre eux aient déjà mis en œuvre des programmes d'austérité rigoureux. Au Japon, où un vaste plan de relance budgétaire a été adopté au début de 2013, le déficit budgétaire est passé aux alentours de 10 % du PIB. Une série de mesures supplémentaires ont été introduites à la fin de 2013 pour atténuer les effets de l'augmentation du taux de la taxe à la consommation.

34. Dans de nombreux pays en développement et en transition dont l'assise financière en matière de déficits budgétaires et de dette publique était généralement meilleure que celle des pays développés, les déficits budgétaires se sont nettement accrus en 2013, y compris dans bien des pays à revenu faible. Les raisons sont notamment liées à l'augmentation des dépenses publiques ou à la diminution des recettes engendrées par un fléchissement des prix des produits de base. Bien qu'en général les niveaux de la dette publique dans les pays en développement soient relativement bas, l'instabilité croissante des conditions d'accès aux marchés financiers et la hausse de la part de la dette extérieure peuvent entraîner des problèmes dans le refinancement de la dette. Par ailleurs, de nombreux pays en développement se heurtent à une pauvreté et à des inégalités accrues, nécessitant un amalgame de prudence financière et de cadre de sécurité sociale viable pour réduire la pauvreté et les inégalités.

Choix d'une politique monétaire

35. Les politiques monétaires dans les grands pays développés demeurent souples et caractérisées par des taux d'intérêt directs nuls ou presque nuls et l'assouplissement quantitatif. En outre, les banques centrales de ces pays adoptent des directives avancées comme important moyen de réduire les possibilités de surprise et de gérer les attentes du marché. Les difficultés résident notamment dans la formulation des changements à apporter aux directives avancées et le moment choisi pour le faire. C'est ainsi qu'au début de 2014, la Banque fédérale de réserve des États-Unis a modifié le libellé de ses directives avancées, mue en cela notamment par la baisse plus rapide que prévu du chômage, qui découlait dans une large mesure d'un plus faible taux de participation à la main-d'œuvre. Pour ce qui est des différences entre pays, alors que la Banque fédérale de réserve des États-Unis avait du mal à trouver une issue à sa politique actuelle, la Banque centrale européenne a laissé entendre qu'elle allait adopter une position plus souple encore en prenant de nouvelles mesures d'assouplissement quantitatif ou en procédant à une autre réduction de ses taux directs, ce qui instituerait un taux de rémunération des dépôts négatif.

36. Les politiques monétaires varient dans les pays en développement et les pays en transition, d'aucuns durcissant leur position, d'autres l'assouplissant. Les facteurs déterminants correspondants recouvrent les conséquences du durcissement de la politique dans les pays développés, notamment sous forme d'inversion des courants de capitaux et de dépréciation des taux de change; des taux d'inflation qui demeurent élevés dans de nombreux pays en développement; des niveaux de chômage; et une croissance économique globale. À cet égard, des responsables politiques de plusieurs pays à marché émergent ont déjà eu à faire face au dilemme

du ralentissement de la croissance, qui aurait valu d'être résolu par des taux directeurs moins élevés, et à la nécessité de faire face à une situation externe en relevant les taux d'intérêt.

Problèmes de politique générale liés à la gestion du ralentissement de l'assouplissement quantitatif

37. Le retrait et le ralentissement des mesures d'assouplissement quantitatif constituent un problème de politique générale majeur quant à la forme et à la suite précises des actions individuelles. Au niveau opérationnel, les dirigeants doivent déterminer l'ampleur et le rythme de réduction des achats d'actifs, décider de la nécessité ou non de réduire les actifs qu'ils détiennent et à quel rythme et lier cela à l'évolution des taux d'intérêt directeurs. Ces décisions de principe doivent être constamment réévaluées compte tenu de l'évolution des données macroéconomiques les plus récentes et de l'état de l'économie réelle.

38. Pour atténuer les risques qui pèsent sur la croissance et la stabilité financière mondiales, les responsables de l'action gouvernementale doivent définir une stratégie de communication claire, assortie de directives concises permettant de bien gérer les attentes du marché. En outre, les politiques doivent expressément tenir compte du risque d'un retrait prématuré sous la forme d'un affaiblissement plus net de la relance économique ainsi que de la possibilité qu'un ralentissement retardé pourrait pousser les prix des actifs à des niveaux insoutenables. Les plans d'intervention doivent être élaborés dans le cadre d'une vaste opération de coordination à l'échelle internationale, au cas où les marchés financiers réagiraient de manière excessive et l'ensemble du système financier subirait un phénomène de contagion. Qui plus est, une supervision, une réglementation et une surveillance renforcées peuvent aider à réduire les risques et les vulnérabilités en s'attaquant aux problèmes qui se font jour, dès qu'ils se manifestent. Dans les pays en développement, le défi consiste à faire face aux conséquences éventuelles du ralentissement de l'assouplissement quantitatif dans les pays développés. Cela s'applique tout particulièrement aux pays qui sont fortement exposés aux marchés internationaux de capitaux et connaissent des déséquilibres importants de leurs balances extérieures qui sont financés par des courants de capitaux externes à court terme.

Problèmes de politique générale liés au renforcement de l'emploi

39. À mesure que le nombre d'emplois perdus par rapport aux tendances de l'emploi avant la crise continue d'augmenter et que le chômage structurel reste un problème majeur, les dirigeants devront mettre en œuvre des politiques macroéconomiques plus favorables et des politiques de l'emploi plus dynamiques. Les politiques macroéconomiques ont jusqu'ici manqué de coordination et eu un effet limité sur la création d'emplois. Si les politiques monétaires expansionnistes des pays développés ont aidé à éviter une plus forte baisse de l'emploi, elles ne l'ont toutefois pas suffisamment stimulé. De surcroît, une faible demande globale, à laquelle est venu s'ajouter un assainissement des finances publiques dans de nombreux pays développés et, tout dernièrement, dans des pays émergents, a engendré un lent redressement économique et suscité de grandes incertitudes au sujet de la conjoncture économique. Cela a en fait entamé la volonté du secteur privé d'investir. C'est pourquoi, comme l'ont souligné les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales à la dernière réunion du Groupe des 20, les

stratégies budgétaires devront être plus favorables à la croissance de la production et à la création d'emplois. Par ailleurs, sur le plan monétaire, l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit est essentiel, compte tenu du rôle important qu'elles jouent dans la création d'emplois. En définitive, il y a lieu de bien coordonner les politiques monétaires et budgétaires de manière à favoriser la création d'emplois.

40. Au regard des politiques concrètes de l'emploi, les responsables de l'action gouvernementale devront réduire les différentes pertes dues au redéploiement de la main-d'œuvre dans divers secteurs et faciliter le réemploi de ceux qui ont subi de longues périodes d'inactivité. Premièrement, les pouvoirs publics devront trouver un juste équilibre entre les dernières initiatives de flexibilité du marché du travail qui sont censées créer une main-d'œuvre plus dynamique et les régimes d'assurance chômage qui sont destinés à réduire les différentes pertes que subissent ceux qui sont plus exposés aux risques de chômage et de pauvreté à long terme. Deuxièmement, les régimes d'assurance chômage doivent être alliés à des mesures d'intervention directe sur le marché de l'emploi. Le chômage à long terme, qui est en hausse, engendre une dépréciation du capital humain, des effets nuisibles sur la santé et des risques accentués de chômage structurel. Il ressort des enseignements précis tirés des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui bénéficiaient de taux de chômage plus faibles durant la crise que les stratégies d'activation en faveur des chômeurs devraient comprendre des services d'aide à la recherche d'emploi et des programmes de formation ainsi que des réformes institutionnelles pour mieux coordonner les régimes d'assurance chômage avec les services d'emploi. Or, l'obstacle majeur continue d'être lié aux modestes ressources dont maints gouvernements disposent pour se doter de ces services de placement appropriés. Dans de nombreux pays en développement, la réduction du chômage et du sous-emploi et l'accroissement du nombre d'emplois dans le secteur structuré passent par une plus grande diversification et la création de secteurs à plus forte valeur ajoutée dans le cadre de politiques d'industrialisation et d'innovation plus dynamiques.

Évolution des politiques commerciales internationales

41. Des efforts intenses sont actuellement déployés au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la Conférence ministérielle de Bali qui s'est tenue en décembre 2013 et de nouveaux efforts sont réorientés vers l'achèvement du Cycle de négociations de Doha. L'ampleur des progrès devrait apparaître plus nettement plus tard en 2014.

42. En ce qui concerne les accords commerciaux régionaux, peu de progrès ont été enregistrés au sujet des deux accords principaux que sont le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement et l'Accord de partenariat transpacifique. Un point controversé a été l'inclusion dans le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement d'accords de règlement des litiges entre investisseurs et États. D'aucuns considèrent que ce mécanisme de règlement des litiges est nécessaire pour s'assurer que des sociétés opérant dans des pays étrangers ne sont pas soumises à des règles discriminatoires tandis que d'autres estiment qu'il donnera aux sociétés la possibilité d'influer de manière excessive sur la capacité des gouvernements de réglementer les industries à l'intérieur de leurs frontières. Par contre, des progrès ont été accomplis dans le domaine des accords commerciaux bilatéraux. Le Japon et l'Australie ont signé un accord de libre-échange qui permet l'importation de plus grandes quantités de produits alimentaires

au Japon et réduit les tarifs douaniers sur les véhicules, les pièces détachées et les articles électroniques, entre autres produits importés par l'Australie. Le Panama et le Mexique en ont également conclu un, condition préalable à l'adhésion du Panama à l'alliance regroupant le Mexique, le Chili, la Colombie et le Pérou.

Coordination de la politique internationale

43. La nécessité d'une coordination plus efficace de la politique internationale est devenue impérieuse compte tenu du léger redressement de l'économie mondiale et des divers risques de contraction liés notamment aux afflux de capitaux déstabilisateurs et à l'instabilité des taux de change sur les marchés des pays émergents. La stimulation de la demande mondiale et de la croissance de la production devrait précisément demeurer une priorité majeure dans le domaine du renforcement de la coordination des politiques à l'échelle mondiale.

44. Les ministres des finances du Groupe des 20 réunis au début de 2014 se sont engagés à augmenter le taux global de leur PIB de plus de 2 %, soit 2 000 milliards de dollars en cinq ans pour réduire leurs écarts de production. Ils ont décidé de définir une stratégie de croissance globale, le Plan d'action de Brisbane, avant la tenue du prochain Sommet du Groupe des 20 à la fin de 2014.

45. En outre, des efforts doivent être déployés en matière de coopération fiscale internationale. Les profits doivent être imposés là où ils ont été obtenus et tous les pays doivent signer la Convention multilatérale d'assistance administrative mutuelle en matière fiscale afin de renforcer le respect des réglementations fiscales internes. Des progrès supplémentaires doivent être enregistrés dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale transfrontières.

46. Dans le domaine de la réglementation financière internationale, des progrès ont été accomplis au cours des derniers mois, de grandes banques étant en voie d'atteindre le nouveau coefficient de trésorerie fixé au titre de l'application du cadre réglementaire international du secteur bancaire (Bâle III) près de cinq ans avant la date limite prévue. Le Conseil de la stabilité financière a défini un ratio maximum d'endettement uniforme à l'échelle mondiale, que les institutions financières sont tenues de révéler au plus tard en janvier 2015. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour venir à bout du problème des banques « trop importantes pour faire faillite », le Conseil a déjà systématiquement recensé les banques importantes et s'emploie à établir une norme mondiale appelée à régir la capacité d'absorption de pertes minimales que ces banques doivent maintenir pour réduire les risques de faillite. Ces réformes financières doivent être appliquées de manière rapide et systématique et la coopération réglementaire internationale doit être renforcée.

47. La priorité devrait également être accordée à la mise en œuvre des réformes dont il a été convenu en 2010 dans le domaine de la gouvernance et des quotes-parts du FMI.

48. Pour ce qui est des politiques de coopération en matière de développement international, les flux d'aide publique au développement ont enregistré un rebond de 6 % en 2013 ans après avoir subi une baisse en 2011 et 2012, atteignant un niveau record qui reste toutefois très en dessous de l'objectif de 0,7 % du revenu national brut fixé par l'Organisation des Nations Unies. Les partenaires de développement devraient s'assurer que les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, disposent de ressources externes suffisantes, pour mieux pouvoir atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et mettre en œuvre le programme de développement de l'après-2015.